

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 juillet 2024
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	31
• Voix	202
Pouvoirs	
• Nombre	3
• Voix	29
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	34
• Voix	231
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Ressources humaines - Renouvellement de contrat à durée déterminée - poste de chargé de mission observatoire de l'eau (article L.332-8 2° du code général de la fonction publique)

Exposé des motifs :

Le contrat établi pour pourvoir l'emploi de chargé de mission observatoire de l'eau resté vacant suite à départ à la retraite, arrive à échéance le 30 novembre 2024.

Les missions dévolues à ce poste, telles que listées ci-après, nécessitent la poursuite de ce contrat :

- Productions cartographiques et diffusion de connaissances
 - Alimentation de la base de données Adourthek,
 - Production des cartographies thématiques ou de synthèses,
 - Élaboration de documents de communication,
 - Élaboration de rendus statistiques,
 - Rédaction de synthèses et rapports,
- Traitement, analyse et extraction de données
 - Réaliser des opérations complexes d'analyse spatiale et des croisements de données,
 - Assurer la mise à disposition des données auprès des utilisateurs et diffuser des données géographiques ou cartographiques sur des réseaux d'information,
- Gestion de données (collecte, structuration)
 - Collecte de données notamment auprès des partenaires,
 - Alimentation des bases de données internes,
 - Gestion des métadonnées et de la traçabilité des traitements.

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L 332-8 2°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Considérant que l'emploi de chargé de mission pour l'animation et le portage de la démarche de prévention et de gestion des inondations sur le territoire du bassin versant de l'Adour aval figure au tableau des effectifs de l'établissement,

Considérant que la nature des fonctions attribuées à l'agent justifie la création d'un emploi de catégorie A,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant sont inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet,

LE COMITÉ SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de créer un emploi permanent à temps complet à raison de 35 h/semaine d'ingénieur de catégorie hiérarchique A à compter du 1^{er} décembre 2024,
- que le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : Bac +5, formation dans le domaine de la géomatique, l'environnement ou l'aménagement du territoire,
- que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions suivantes : chargé de mission observatoire de l'eau,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



- qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique. Dans ce cas, l'agent sera recruté par contrat de travail de droit public d'une durée maximale de 2 ans (renouvelable dans la limite totale de 6 ans),
- que l'agent contractuel recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 518 correspondant au 3^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade d'ingénieur, emploi de catégorie hiérarchique A.
- que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant sont inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE